



PRÉFET DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES

Mission préfiguration

Arrêté du 4 janvier 2016 portant organisation de la direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Le préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,

Vu la loi n°72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1^{er} ;

Vu le code du travail ;

Vu le décret n°60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives, notamment son annexe I dans sa rédaction résultant du décret n°2015-969 du 31 juillet 2015 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 26 ;

Vu le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret en conseil des ministres du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Pascal Mailhos préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté du journal officiel du 3 janvier 2016 nommant Monsieur Philippe Merle directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu l'avis du 10 décembre 2015 des comités techniques des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, convoqués en formation conjointe le 1^{er} décembre et re-convoqués le 1^{er} décembre pour le 10 décembre 2015 ;

Sur proposition du directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Arrête :

Article 1 :

La direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a son siège à Toulouse.

Article 2 :

L'organisation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, appelée « organisation-cible » dans la suite du présent arrêté, est constituée des structures suivantes rattachées au directeur régional :

- le secrétariat général
- le cabinet
- le pôle « entreprises, emploi et économie »
- le pôle « politique du travail »
- le pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie »
- l'unité départementale de l'Ariège
- l'unité départementale de l'Aude
- l'unité départementale de l'Aveyron
- l'unité départementale du Gard
- l'unité départementale de la Haute-Garonne
- l'unité départementale du Gers
- l'unité départementale de l'Hérault
- l'unité départementale du Lot
- l'unité départementale de la Lozère
- l'unité départementale des Hautes-Pyrénées
- l'unité départementale des Pyrénées-Orientales
- l'unité départementale du Tarn
- l'unité départementale du Tarn-et-Garonne

L'organisation détaillée et les implantations de ces structures sont précisées à l'annexe 1

Article 3 :

Le secrétariat général est chargé de mettre à disposition les moyens et d'assurer le fonctionnement de la DIRECCTE. Les missions comprennent le dialogue social, les ressources humaines y compris la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la prévention des risques professionnels, la programmation et l'exécution financière, la logistique et la gestion des systèmes d'information.

Le cabinet est chargé d'assister le directeur régional dans la conduite générale de la DIRECCTE. Il intervient sur l'appui à l'organisation et au pilotage, le contrôle interne juridique et comptable, la communication interne et externe, la documentation et la gestion des archives. Le service Etudes, Statistiques, Evaluation lui est rattaché.

Les missions des pôles sont précisées dans le décret du 10 novembre 2009 susvisé, sans préjudice de l'application de l'article R8122-5 du code du travail.

Article 4 :

Les unités départementales exercent, à l'échelle départementale :

- sous le pilotage fonctionnel du pôle « politique du travail » : des missions relevant du 1° de l'article 2 du décret du 10 novembre 2009 susvisé, et en particulier les missions d'inspection de la législation du travail, selon l'organisation précisée par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié ;
- sous le pilotage fonctionnel du pôle « entreprises, emploi et économie » : des missions relevant du 2° de l'article 2 du décret du 10 novembre 2009 susvisé.

Elles sont associées aux missions du secrétariat général dans des conditions fixées par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Elles peuvent instruire des procédures relevant d'une autre unité départementale, dans des conditions de mutualisation fixées par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, après avis du comité technique de service déconcentré.

Article 5 :

L'organisation-cible décrite aux articles 2, 3 et 4 est mise en place à compter de la publication du présent arrêté.

Toutefois, à titre transitoire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018, certaines structures peuvent conserver des implantations à Montpellier ou Toulouse complémentaires de celles de l'organisation cible.

De plus, certaines structures peuvent présenter une organisation transitoire au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018, dans les conditions précisées en italique dans l'annexe.

Le directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi peut également mettre en place des équipes projet à vocation transitoire. Il en précise la localisation à Toulouse ou Montpellier, ainsi que le rattachement hiérarchique.

Article 6 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et le directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

Le préfet,



Pascal MAILHOS

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa publication

ANNEXE 1

Organisation-cible de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Structures N-1	Structures N-2	Implantation géographique
Secrétariat général		Toulouse un poste à Montpellier (prévention)
	Service ressources humaines	Toulouse Avec équipe de proximité à Montpellier
	Service finances	Toulouse
	Service fonctionnement	Toulouse un poste à Montpellier (immobilier). Equipe informatique à Toulouse, Montpellier et d'autres chefs-lieux de département
Cabinet		Toulouse un poste à Montpellier (documentation)
	Service Etudes	Toulouse <i>Chef de service à Montpellier jusqu'au 1/9/2017 au plus tard ;</i> Antenne à Montpellier possible sur compétences spécifiques
Pôle T* *sans préjudice de l'application des articles R8122-5 et R8122-6 du code du travail		Toulouse (assistance bisite)
	Mission animation	Toulouse <i>Chef de mission et équipe à Montpellier jusqu'au 31/12/2018 au plus tard</i>
	Service santé-sécurité au travail	Toulouse Avec équipe à Montpellier
	Service réglementation et relations au travail	Toulouse Avec équipe à Montpellier
Pôle 3E		Toulouse
	Service Entreprises <i>Le service inclut les missions de RUI et d'intelligence économique</i>	Toulouse Adjoint CRP Est, avec équipe (restructurations – santé – écoindustries) à Montpellier. Postes à Montpellier, Carcassonne, Rodez, Nîmes, Cahors, Tarbes, Albi
	Service emploi	Toulouse Adjoint avec équipe (jeunes-TH) à Montpellier
	Service développement territorial	Montpellier Avec équipe à Toulouse (consulaires, montagne)

	Service FSE	Toulouse Avec équipe à Montpellier
	Service contrôle de la formation et titres professionnels	Toulouse Avec équipe à Montpellier
Pôle C		Toulouse (assistance bisite)
	Service pilotage – appui-technique – animation des DDI	Toulouse Avec équipe de proximité à Montpellier, et postes à Nîmes- Perpignan- Montauban (fruits et légumes)
	Brigade d'enquêtes viticole	Montpellier Avec équipe à Toulouse
	Service métrologie légale	Montpellier Avec équipe à Toulouse
	Service concurrence <i>Création différée ; dans l'attente, deux unités à Toulouse et Montpellier. Création différée au plus tard jusqu'à la mise en place d'une BIEC LRMP et dans la limite du 31/12/2018</i>	Toulouse Avec équipe à Montpellier
Unité départementale Ariège		Foix
Unité départementale Aude		Carcassonne
	Antenne	Narbonne
Unité départementale Aveyron		Rodez
Unité départementale Gard		Nîmes
	Antenne	Alès
Unité départementale Haute-Garonne		Toulouse
	Antenne	Saint-Gaudens
Unité départementale Gers		Auch
Unité départementale Hérault		Montpellier
	Antenne	Béziers-Sète
Unité départementale Lot		Cahors
Unité départementale Lozère		Mende
Unité départementale Hautes Pyrénées		Tarbes
Unité départementale Pyrénées Orientales		Perpignan
Unité départementale Tarn		Albi
	Antenne	Castres
Unité départementale Tarn et Garonne		Montauban